



France Info : « Notre trajectoire de redressement économique suppose un effort sur plusieurs années pour avoir moins de dette et plus de croissance »

SALHIA BRAKHLIA

Bonjour, François Villeroy de Galhau.

JÉRÔME CHAPUIS

Bonjour.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bonjour Salhia Brakhlia et Jérôme Chapuis.

SALHIA BRAKHLIA

François Bayrou va déclencher le 49.3 pour le budget de l'État et aussi pour celui de la Sécurité Sociale. Selon vous, la France peut-elle se permettre une nouvelle motion de censure ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

La Banque de France est indépendante et donc, je n'ai pas à faire de commentaires politiques. Mais adopter ce budget serait une première étape dans la bonne direction. Pour une raison très simple, c'est que nous avons de grandes incertitudes, aujourd'hui. Pour commencer à réduire cette incertitude, la France a besoin d'un budget, et d'un budget qui réduise le déficit. De ce point de vue-là, ce qui est présenté va donc dans la bonne direction. Simplement, c'est une première étape. Notre trajectoire de redressement économique suppose un effort sur plusieurs années pour avoir moins de dette et plus de croissance.

SALHIA BRAKHLIA

On va rentrer dans le détail du budget qui est présenté, aujourd'hui. Mais d'abord, la dernière motion de censure, celle du mois de décembre, aurait coûté 12 milliards d'euros. Ce chiffre est juste ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je ne vais pas me livrer un chiffrage à un milliard près, mais tout ce qui retarde l'adoption du budget retarde la réduction des déficits de la France. Notre pays est à 6% ou plus de déficit en 2024, c'est beaucoup trop. C'est le déficit le plus élevé de la zone euro. Nous sommes un des rares grands pays dont la dette continue à augmenter par rapport au PIB. Nous avons une charge d'intérêt qui augmente année après année, et qui va bientôt dépasser le budget de l'Éducation nationale.

SALHIA BRAKHLIA

Donc les motions de censure, en fait, coûtent plus chères ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Ce n'est pas seulement la motion de censure, c'est qu'il faut avoir un budget qui réduit l'incertitude et qui réduit le déficit. Cela entraînera un peu plus de confiance et une double confiance, c'est-à-dire à l'intérieur du pays, notamment de la part des entrepreneurs, et une confiance des investisseurs extérieurs qui prêtent à la France.

JÉRÔME CHAPUIS

Mais s'il y avait une nouvelle censure demain ou après-demain, il se passerait quoi pour notre pays ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je ne vais pas faire de politique-fiction.

JÉRÔME CHAPUIS

Mais c'est de l'économie, ce n'est pas de la politique.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je voudrais insister sur le fait qu'il faudra regarder au-delà. Dans cette même année 2024, où il y a eu tellement d'instabilité politique, nous, Français, avons réussi deux choses extraordinaires. Je suis en contact avec mes collègues européens et étrangers, ils sont encore très admiratifs des Jeux Olympiques et de la reconstruction de Notre-Dame. Et pourquoi avons-nous réussi? Il y a deux leçons qui sont très utiles aussi pour notre redressement économique. Nous avons réussi parce que nous avons été unis, et parce que nous avons travaillé plusieurs années à l'avance, nous avons été prévoyants. J'ai une alerte à l'inverse sur notre redressement économique : nous tendons à être divisés et nous tendons à être très myopes. C'est-à-dire que nous regardons à l'horizon de cette semaine, qui est certes importante... Mais regardons à l'horizon de plusieurs années, si nous voulons avoir moins de dette, c'est-à-dire 3 % de déficit en 2029, et si nous voulons avoir plus de croissance, il y a un certain nombre de leviers.

JÉRÔME CHAPUIS

Si on parle de cette année 2025, le Haut Conseil des finances publiques juge le budget un peu optimiste. Est-ce que vous partagez son avis ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il a dit que c'était réalisable, que certaines hypothèses étaient un peu optimistes. Je rappelle que dans ce nouveau budget, la prévision de croissance a été abaissée à 0,9%. Il se trouve que c'est, aujourd'hui, la prévision de croissance de la Banque de France. Nous l'actualiserons, comme nous le faisons toujours, chaque trimestre, donc mi-mars. Quand je regarde, aujourd'hui, les nouvelles économiques, il y a eu plutôt un élément positif au quatrième trimestre - ce sont les derniers chiffres que nous avons depuis la semaine dernière : la consommation des ménages, des Français, a augmenté de 0,4 %. C'est plus que ce qu'on attendait. C'est l'effet de la baisse de l'inflation et retour du pouvoir d'achat. En sens inverse, ce qui s'est passé ce week-end aux États-Unis avec les décisions de M. Trump de mettre des droits de douanes extrêmement forts sur le Canada et sur le Mexique, c'est une incertitude accrue, très préoccupante, sur l'économie.

JÉRÔME CHAPUIS

Face à ces incertitudes, a-t-on des marges de manœuvre ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

On a des marges de manœuvre, dans la durée. Pourquoi j'insiste sur l'étape 2029, et le travail sur plusieurs années ? Il s'agit de redescendre le déficit de 5,4 %, ce qui est la prévision pour 2025, à 3 % : c'est le seuil qui nous permettra, enfin, de stabiliser notre dette par rapport au PIB, par rapport à la taille de l'économie. Si nous voulons le faire, il y a évidemment des marges très limitées du côté des impôts, on en parlera sans doute. L'augmentation des impôts dans ce budget a été un remède peu agréable, mais nécessaire, mais cela ne peut pas être le cœur de la solution. La priorité va être de mieux maîtriser **toutes** les dépenses publiques. Vous me permettez d'insister sur le « toutes », parce que c'est aussi les dépenses sociales et les dépenses locales, qui représentent les deux tiers, au total, de nos dépenses publiques, et qui ont représenté près de 90 % de leur augmentation l'an dernier.

JÉRÔME CHAPUIS

Il aurait fallu faire plus, par exemple, sur les dépenses locales ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je termine juste : ce budget 2025, dans l'urgence, a porté seulement sur les dépenses de l'État, c'est-à-dire un tiers du total et une petite partie de l'augmentation. Et du coup, il est très difficile. Il faut se mettre autour d'une table et planifier dans la durée : il ne s'agit pas de faire l'austérité, de faire reculer les dépenses, il s'agit de freiner leur augmentation. C'est plus facile, plus réalisable, plus juste, et je crois plus efficace de faire un peu d'économies sur un périmètre large que de chercher à concentrer les économies sur un périmètre trop étroit. C'est ce qui a été, dans l'urgence, la difficulté de 2025.

SALHIA BRAKHLIA

La dépense sociale en France est trop importante ? Vous la jugez trop importante ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Quand on compare l'ensemble des dépenses publiques, par rapport à nos voisins européens, qui ont à peu près le même modèle social que nous - c'est un modèle social auquel je crois profondément - nous avons, au total, plus de 9 % de PIB de dépenses publiques supplémentaires, en France, par rapport à nos voisins européens.

SALHIA BRAKHLIA

Mais comment c'est possible, s'ils eux-mêmes ont le même système que nous ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Cela fait à peu près 260 milliards d'euros. Je ne dis pas qu'on peut économiser ces 260 milliards d'euros facilement, mais voyez, il y a un gisement d'efficacité accru : en s'y prenant sur plusieurs années, pour dépasser notre myopie, notre court-termisme, et en raisonnant sur un périmètre large. Parmi cet écart, les dépenses sociales jouent, c'est vrai, un rôle important. Ce n'est pas le seul, mais regardons de façon très pragmatique, ce qui marche le mieux chez nos voisins, en termes de santé, en termes de retraite, en termes d'éducation, en termes de politique du logement, je pourrais multiplier les exemples.

SALHIA BRAKHLIA

Faire le tri parmi les prestations sociales ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Ce n'est pas faire le tri, c'est regarder ce qui marche le mieux chez nos voisins. Le Premier ministre a annoncé un conclave, sur la base d'un rapport de la Cour des Comptes. Je ne veux pas préjuger de ses conclusions. Mais regardez l'effet, si on arrivait à assurer, dans la durée, et j'insiste, levons le nez du guidon du court terme. Si on pouvait donner à tous les Français la perspective que les retraites seront bien financées, ce serait un élément de confiance décisif, et donc, de croissance.

JÉRÔME CHAPUIS

On va parler de la conjoncture, l'inflation, ce n'est plus un sujet pour 2025 ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est une bonne nouvelle, parce que l'inflation a été un gros sujet de préoccupation de nos concitoyens. L'inflation, il y a deux ans, était autour de 7 % en France. Nous sommes revenus, aujourd'hui, sous 2 % en France, un peu au-dessus de 2 % en zone euro. Cela nous a permis, à nous, Banque Centrale européenne, Banque de France, de baisser encore nos taux d'intérêt, jeudi dernier, pour la cinquième fois, et il y aura probablement d'autres baisses de taux : cela va soutenir la croissance. Pour vous citer un exemple évident, cela aide le crédit immobilier. Aujourd'hui, les crédits immobiliers sont nettement moins chers qu'il y a un an : ils sont redescendus en moyenne autour de 3,4%. Du coup, on voit le volume des crédits immobiliers repartir, et le secteur du logement s'améliorer progressivement.

JÉRÔME CHAPUIS

Et on pourrait s'attendre à ce que ça aide la consommation, ce qui n'est pas tout à fait le cas pour l'instant.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est la bonne surprise des chiffres de la semaine dernière : la consommation est un peu repartie, à plus de 0,4 %, au dernier trimestre. Il y a du pouvoir d'achat aujourd'hui dans l'économie, parce que depuis un an, les salaires augmentent plus vite que les prix. Pour que ce pouvoir d'achat donne de la consommation, il ne faut pas qu'il soit épargné massivement. Et on retrouve là cette incertitude dont nous parlions, qui est le premier ennemi de la croissance, aujourd'hui. J'espère que cette incertitude, au moins pour les éléments français, liés au budget et à la réduction du déficit, va petit à petit se réduire.

SALHIA BRAKHLIA

On parle de ce budget, mais on a évoqué aussi le déficit. La dette a un problème moral selon François Bayrou, mais à quel moment la dette devient un problème pour notre économie ? Vous disiez, le déficit il est à 5,4 % cette année, tout va bien et on pourra aller vers 3 % en 2029.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je n'ai pas dit du tout « Tout va bien ». La dette, aujourd'hui, est un problème. La France ne va pas faire faillite : les prêteurs internationaux vont continuer à financer les déficits français. Mais, le défi est qu'ils nous prêtent de plus en plus cher. Quand vous regardez l'écart de taux d'intérêt par rapport à l'Allemagne, ce que les spécialistes appellent le « spread » - le mot anglais pour écart-, nous étions à peu près 0,5 % au-dessus des taux allemands début juin, avant la dissolution, et aujourd'hui nous sommes entre 0,7 % et 0,8 %. Nous nous sommes donc éloignés de l'Allemagne, nous sommes désormais au-dessus de l'Espagne, et nous nous sommes rapprochés de l'Italie. La dette nous coûte donc plus cher. Et puis, comme son volume s'accumule chaque année, dans ce budget si difficile dont nous parlons, les intérêts de la dette, qu'il faut bien payer les intérêts, coûtent de plus en plus cher. Aujourd'hui, les intérêts sont l'équivalent du deuxième ministère, juste après l'Éducation nationale, et vont bientôt la dépasser.

JÉRÔME CHAPUIS

Donc, c'est de l'argent qu'on ne met pas ailleurs.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est surtout une dépense héritée du passé. Bien sûr, nous devons la payer, parce que si nous ne payons pas les intérêts, plus personne ne nous prêtera à l'avenir. Mais la dépense de l'Éducation nationale est, à l'inverse, la dépense d'avenir par excellence : pour nos enfants, nos petits-enfants, pour améliorer la qualité du travail en France. Nous avons donc moins d'argent à consacrer à l'éducation, au climat ou à la défense, à cause du poids des intérêts de la dette.

SALHIA BRAKHLIA

Vous disiez l'importance de la vision de l'anticipation. On a appris la semaine dernière que Bruno Le Maire, ancien ministre de l'économie, a alerté dès 2022 sur le déficit des comptes publics, mais en vain. Elisabeth Borne, lorsqu'elle était première ministre, Gabriel Attal au même poste, et Emmanuel Macron ont été prévenus, mais il n'y a pas eu de mesures suffisantes pour enrayer la pente. Parler de la dette, c'est très impopulaire politiquement, c'est pour ça qu'on n'a pas réagi à temps ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je ne vais pas me prononcer sur les alertes...

SALHIA BRAKHLIA

Parce que vous alertez vous aussi régulièrement...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

La Banque de France et modestement son Gouverneur ont effectivement alerté sur nos finances publiques depuis longtemps. Ce n'est probablement jamais populaire. Nous, Français collectivement, nous aimons les services publics et la dépense et nous n'aimons pas l'impôt qui les finance. L'accumulation des déficits et de la dette est le résultat de cette contradiction. L'année dernière, dans la crise politique et budgétaire, nous avons heureusement franchi un cap dans la prise de conscience. Dans les enquêtes d'opinion aujourd'hui, 80 % des Français sont inquiets de la dette. Il faut maintenant passer de l'inquiétude à l'action. Ce budget sera une première étape dans cette direction, mais j'insiste énormément sur la nécessité d'une trajectoire sur plusieurs années, en anticipant et en se mettant tous autour de la table. Chaque catégorie, chaque parti politique peut-être, a tendance à dire « La responsabilité, est chez les autres et la solution n'est pas du tout chez moi ». Si tout le monde est pour les économies de dépenses, sauf chez lui, on ne va pas y arriver. Tandis que si c'est un effort juste et partagé, il est tout à fait supportable.

JÉRÔME CHAPUIS

Vous l'avez entendu comme nous, de nombreux chefs d'entreprise s'inquiètent de déséquilibre entre la France et les États-Unis ou la Chine. Ils estiment que nous sommes beaucoup moins compétitifs, que le coût du travail est plus élevé en France, que c'est la même chose pour la fiscalité, et que ça nous pénalise dans la compétition internationale. Est-ce qu'il faut les entendre ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Tout d'abord, tout ne va pas si mal en France et l'économie française tient. Mais, comme nous vivons dans un environnement très incertain, il y a beaucoup d'inquiétude, une certaine nervosité peut-être, et j'entends l'inquiétude des chefs d'entreprise. C'est une situation difficile pour eux et il faut faire le maximum pour donner des caps. Il y a une décision très préoccupante ce week-end, c'est la décision américaine d'imposer des droits de douane très brutaux, très élevés, sur ses deux voisins, le Canada et le Mexique. Je rappelle qu'il y a un accord, une zone commerciale intégrée, donc on commence par s'attaquer aux

plus proches. Cette décision aura des conséquences très négatives, d'abord pour l'économie américaine - les consommateurs américains vont payer plus cher toute une série de produits importés, et puis cela va désorganiser, par exemple, l'industrie automobile aux Etats-Unis : c'est donc mauvais aussi pour la croissance américaine. Mais derrière, il y a une escalade, de la part du Canada, probablement du Mexique, et cela risque de s'étendre à d'autres zones, puisque l'on parle maintenant de l'Union européenne. Le protectionnisme, il faut appeler les choses par leur nom, peut donner l'impression au début que c'est agréable, parce que cela protège votre économie, mais l'expérience, toujours et partout, c'est qu'in fine, tout le monde est perdant.

JÉRÔME CHAPUIS

Quand Donald Trump estime que le protectionnisme va recréer des emplois, notamment industriels, aux États-Unis, il se trompe ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Partout, l'expérience montre, surtout quand il y a une escalade comme celle qui menace, que cela est négatif, à la fois pour le pays qui a introduit ces droits de douane, et pour l'ensemble de ses partenaires. Face à cela, il faut que nous gardions notre calme. Il y a peut-être des mesures de politique commerciale, et il faut être prêts à réagir. Mais il faut que la France et l'Europe aient un agenda de croissance qui ne soit pas seulement défensif, mais aussi un agenda positif. Il y a des choses à faire, pour la confiance des PME et des entrepreneurs en France, avancer sur les simplifications, on en parle depuis longtemps, mais on passe à l'action, les délais de paiement, sujet dont on ne parle pas très souvent, mais qui est très important pour la trésorerie des PME. Et à l'échelle européenne, la Commission a publié la semaine dernière ce qu'on appelle une « boussole de compétitivité ». Cela consiste à suivre les recommandations du rapport Draghi pour muscler l'économie européenne. Nous avons des atouts. Je vais vous citer un exemple évident, quand on regarde le marché unique européen dans son ensemble, il pèse autant que le marché unique américain. On dit toujours que l'économie américaine est la première du monde, non, première ex-aequo avec l'économie européenne, mais là aussi, ce marché est trop divisé, trop fragmenté. Il faut innover plus vite, il faut intégrer davantage l'Europe.

SALHIA BRAKHLIA

François Villeroy de Galhau, dans les critiques des chefs d'entreprise, on l'a vu avec Bernard Arnault, la semaine dernière, ou encore le PDG de Michelin, c'est de dire qu'en France, particulièrement, la fiscalité est beaucoup trop importante pour les entreprises, que le coût du travail est trop important, nous, à ce niveau-là, que doit répondre l'État ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Cela nous ramène à la discussion que nous avons tout à l'heure sur le budget, nous avons des déficits trop élevés. Il a donc fallu prendre des mesures de redressement dans l'urgence, dont un remède peu agréable, des hausses d'impôts ciblées. Je souhaite que sur les années suivantes, l'effort porte sur une meilleure maîtrise de l'augmentation des dépenses, de toutes les dépenses, y compris sociales et locales, j'y ai insisté. J'avais été amené à dire, à l'automne dernier, que dans l'urgence, il ne fallait pas exclure des hausses d'impôts ciblées.

Ciblées, cela veut dire qui ne touchent pas les PME, et qui ne touchent pas les classes moyennes et les classes populaires du côté des ménages.

J'ai l'impression que c'est à peu près le cas. C'est un remède dans l'urgence, pour une première étape. Sur la suite, il faut gagner en efficacité. Il y a eu un certain nombre de baisses d'impôts, de baisses de cotisations sociales sur le travail dont vous parliez, ces trente dernières années. Par ailleurs, entre 2022 et 2024, le taux de prélèvements obligatoires avait beaucoup baissé dans notre pays. Vous parliez, tout à l'heure, des mauvaises surprises budgétaires, c'est dû au fait que l'impôt a moins rapporté. Il y a donc, en partie, un phénomène de rattrapage. Je ne dis pas que c'est idéal, je crois que c'était nécessaire, mais ce n'est pas la solution dans la durée. Il faut donner de la stabilité, de la prévisibilité aux entreprises.

JÉRÔME CHAPUIS

Question rapide, réponse rapide sur cette guerre commerciale dont on parlait, tout à l'heure. Je vous ai entendu dire qu'il fallait garder notre sang froid, nous les Européens. Est-ce que ça veut dire que l'Europe ne doit pas répliquer si demain Donald Trump annonce des hausses de droits de douane ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il faut attendre de voir ce que sont ces hausses, et il ne faut pas exclure une réplique, parce qu'il ne faut pas être naïf ou désarmé. Mais, le cœur de la réponse européenne est de muscler davantage notre économie. Si vous me permettez trois verbes en « i », très simplement, c'est Innover plus vite (je recommande la lecture de l'interview de Jean Tirole, notre prix Nobel d'économie, dans « Le Point » la semaine dernière. Il dit qu'il ne s'agit pas forcément de mettre beaucoup plus d'argent, mais de la concentrer sur les grands programmes). C'est Intégrer plus le marché unique : nous sommes moins attractifs que les États-Unis, parce que nous avons des cloisons à l'intérieur du marché unique. Et c'est Investir mieux, notamment dans les technologies d'avenir. Nous en avons les moyens : notamment, nous avons beaucoup d'épargne privée européenne.

JÉRÔME CHAPUIS

Justement, je voulais vous en parler, parce que les Français épargnent toujours beaucoup, 18 % à peu près de leurs revenus, je crois, l'an dernier. Comment est-ce que vous traduisez ça ? C'est de l'inquiétude, et puis surtout, qu'est-ce qu'on en fait cette épargne ? Vers quoi on l'oriente ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Si on réduit un peu l'incertitude, y compris avec le budget, cela ira dans le bon sens. Cette épargne sert d'ores et déjà à l'économie. Ce n'est pas une épargne dormante : ce qui est sur le livret A, ou sur les comptes bancaires, ou sur l'assurance vie, est réinvesti dans l'économie. Là où je crois que cela peut être encore plus efficace pour notre croissance, c'est essayer de la diriger un peu davantage vers les fonds propres des entreprises. Cela aiderait l'investissement et l'innovation. Pour les épargnants, dans la durée, c'est aussi ce qui rapporte le plus, d'être investi en actions. Il faut trouver des produits à long terme, le plan

d'épargne retraite, etc. Et l'autre amélioration qu'on peut apporter, c'est qu'une part significative de cette épargne européenne, pas seulement pour la France, aujourd'hui, est investie à l'extérieur de l'Europe, et notamment aux États-Unis. Nous cherchons à pousser la croissance européenne, mais nous aidons plutôt la croissance américaine. Trouvons les bons produits pour investir et innover plus, plus vite et mieux en Europe.

SALHIA BRAKHLIA

François Villeroy de Galhau, est-ce qu'en commençant votre mandat de gouverneur de la Banque de France, vous auriez imaginé voir un président des États-Unis lancer sa propre crypto-monnaie, le dollar TRUMP, à la veille de son investiture ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

J'ai pris mes fonctions fin 2015 : il y a beaucoup de choses que je n'aurais pas imaginées. Le devoir d'un serviteur public et de tout responsable est de s'adapter au monde tel qu'il est, et pas au monde tel qu'on l'avait imaginé ou rêvé. Je réagis par ailleurs sur votre terme crypto-monnaie. Ce ne sont pas des monnaies.

JÉRÔME CHAPUIS

Lui, il l'appelle une monnaie, il l'appelle ça le dollar Trump.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il peut employer les termes qu'il veut, mais une monnaie, qu'est-ce que c'est ? Vous pouvez l'utiliser partout, ce qu'on appelle le pouvoir libératoire, or aujourd'hui, il y a des tas de situations où vous ne pouvez pas payer en bitcoin. Et deuxièmement, des acteurs sont responsables de la valeur de cette monnaie. Pour l'euro, notre monnaie, qui est soutenue par 81% des Européens, c'est la banque centrale qui est responsable de la valeur. Si l'inflation mange la valeur de l'euro, vous avez le droit de me critiquer, de critiquer la présidente de la Banque centrale européenne ou les membres du Conseil des Gouverneurs. Pour les crypto-actifs, personne n'est responsable de leur valeur. Ils ont beaucoup monté sur la période récente. Il faut se rappeler qu'en 2022, il y avait eu ce qu'on appelait l'hiver des cryptos, avec une chute très forte. C'est possible d'investir en crypto, il y a une technologie intéressante, qui est la blockchain, mais c'est un investissement risqué. J'en profite pour dire une chose très simple : si un jour un conseiller financier vous dit qu'il a pour vous un produit à rendement élevé et à risque très faible, fuyez ! La loi la plus ancienne de la finance, c'est qu'il faut arbitrer entre le rendement et le risque. Il n'y a pas de placement dont la valeur monte jusqu'au ciel.

JÉRÔME CHAPUIS

Et alors, dans un peu plus d'un an, puisque vous parlez de la monnaie papier, de nouveaux billets en euros vont entrer en vigueur, il nous reste quelques secondes pour en parler, mais on verra notamment Marie Curie, je crois, sur les billets de 20 euros. C'est important, c'est nouveau, parce que jusqu'à présent...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est une très belle chose. L'euro est un grand succès des Européens depuis début 2002, mais il y avait des billets qu'on jugeait un peu anonymes...

JÉRÔME CHAPUIS

Un peu, C'était des ponts qui n'existaient, nulle part.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Deux séries sont proposées, nous allons lancer deux concours de dessin, dont une série, c'est vrai, avec six grands Européens, Marie Curie, Léonard de Vinci, qu'on connaît aussi bien en France, ou Maria Callas, ou Beethoven. L'autre série porte sur les oiseaux et les rivières, la nature en Europe. Nous verrons ce que donnera ce concours de dessin, mais je me réjouis beaucoup que cela incarne davantage l'Europe. Ce n'est pas tout à fait un hasard, au moment où, au milieu de toutes ces incertitudes dont nous parlons, il y a un repère très sûr pour les Européens, ils ont de plus en plus confiance dans l'euro : 81 % des Européens, 78 % des Français, aujourd'hui, veulent garder l'euro.

JÉRÔME CHAPUIS

Et l'euro, les billets en papier, ce n'est pas fini, d'un mot ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est le libre choix des citoyens, mais il se trouve qu'à la Banque de France, nous fabriquons les billets. Nous lançons, d'ailleurs, une imprimerie ultra-moderne et très écologique dans le Puy-de-Dôme, à côté de Clermont-Ferrand, et nous continuerons, bien sûr, à mettre les billets, ces nouveaux billets j'espère l'an prochain, à disposition des Français.

JÉRÔME CHAPUIS

Merci François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, vous étiez l'invité de France Info, ce matin.